

DERRIÈRE LE 12 AVRIL, ILS PRÉPARENT ORGANISONS-NOUS POUR PRÉ

Ils ont appelé à voter Hollande pour chasser Sarkozy en nous vendant le changement

Lors de la campagne présidentielle, Hollande n'avait pas caché son programme :

- Remboursement de la dette de la France aux banques
- Respect du pacte de stabilité européen
- Coupe budgétaires
- Défense de la politique de Papandréou en Grèce (chômage à 22%, salaire réduit de 30%...)
- Continuation de politique anti-immigrées de Sarkozy
- Attaque sur les retraites
- Mise en place de contrat précaire
-

Ce qui n'empêchait pas les uns et les autres de dire qu'avec Hollande ce serait le changement...

Pourtant d'élection en élection c'est la même politique qui est menée... et font semblant de le découvrir alors qu'il n'y a rien à attendre des élections et de la gauche au pouvoir

Et aujourd'hui, tous s'étonnent !!! Le PG s'égosille à répéter que « *Hollande n'a pas été élu pour ça* », tandis que les signataires de l'appel à la marche écrivent que « *Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions avons contribué à chasser Sarkozy* ». Ou encore le NPA, qui au travers de sa lettre ouverte, « *Pour un WE de révolte de Gauche* » du 06/02/2014, explique que si « *la droite et l'extrême droite sont à l'offensive, c'est parce qu'Hollande (...) ne cessent de leur faire des concessions (...)* »

Hollande ne fait pas de concession. La politique menée est celle défendue lors des élections présidentielles. Contrairement à ce qui nous avait été vendu, le problème n'était pas Sarkozy, qui, d'ailleurs, appliquait en partie les politiques ratifiées par le gouvernement du socialiste Jospin (accords Jospin-Chirac au Conseil Européen à Barcelone de mars 2002) à l'échelle européenne. La politique d'un Hollande est en tout point comparable à celle menée par la gauche, la droite ou l'extrême droite en Europe, que ce soit celle des Blair, des Schroeder, Merkel, Berlusconi, Zapatero... C'est la crise du capitalisme qui pousse de la gauche de la gauche (ex Tsipras en Grèce) à l'extrême droite à mener la même politique. Elle ne laisse aucune latitude. Continuer à voter, peu importe les élections, ne changera pas la politique qu'ils mèneront une fois élus. Et pourtant c'est ce à quoi nous appelle la gauche de la gauche encore une fois. Quel que soit les élections dans un pays capitaliste comme la France, on a le droit de décider de tout sauf sur ce qui compte vraiment : sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, le logement, l'éducation, la santé, la guerre, la paix... On nous donne le droit d'élire les maires, les députés, le président mais certainement pas les patrons des banques, des trusts et grandes entreprises d'Etat, les chefs de l'armée, de la police, de la justice, des syndicats, des médias... Bref, élire ? Oui ! Mais surtout pas le vrai pouvoir ! C'est cela la démocratie bourgeoise ! Ce qui ne les empêche pas de défendre comme perspective les élections et le changement de majorité. A la démocratie nous opposons la démocratie ouvrière !!!

Ce qui n'empêche pas la gauche de la gauche de faire croire le contraire et de préparer au travers du 12 avril les élections européennes et régionales pour fonder une nouvelle majorité de gauche... vraiment à gauche

« La journée (...) du 12 avril représente une étape pour œuvrer à la construction de mobilisation d'ampleur (...). C'est dans ce contexte qu'interviendront les élections européennes. (...) le NPA souhaiterait la constitution de listes unitaires (...) (qui) peuvent être l'occasion d'avancer dans le sens de la construction d'une opposition de gauche, ouvrière et populaire (...) » (lettre ouverte du Conseil Politique National du NPA, 7 avril 2014).

« Il faut établir un rapport de force dans la rue et dans les urnes (...) Il faut rassembler l'opposition de gauche à la politique de François Hollande (...) pour espérer refonder une nouvelle majorité. » (Nicolas Galepides dans WE de révolte de gauche, hebdo l'anticapitaliste, 03/04/2014)

Il faut « Une riposte de gauche sociale et politique (...) (qui) soit porteur d'une perspective sociale » (Hebdo l'anticapitaliste, Riposte : le 12 avril en marche, 13/03/2014.)

« Alors que les choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite (...) scandalisent. » « Nous appelons le samedi 12 avril à Paris (...) pour une juste distribution des richesses. (texte d'appel des signataires à la Marche).

L'objectif est clair. Il faudrait fonder une nouvelle majorité gouvernementale de gauche qui s'appuierait sur les luttes, les manifestations... Le mouvement d'ampleur dont ils parlent tous. Notre salut face aux licenciements, aux fermetures d'entreprises, d'usines, à la casse de la sécu, des services publics, du code du travail... viendrait d'une majorité gouvernementale de la gauche